



Direction Générale Adjointe Aménagement du Territoire
Direction Maîtrise d’Ouvrage – urbanisme et construction
Hôtel de Ville - BP 2720
80027 Amiens cedex 1

ETUDES D’OPPORTUNITÉ, DE FAISABILITÉ ET DE PROGRAMMATION POUR L’AMÉNAGEMENT DU JARDIN DES PLANTES D’AMIENS



ACCORD CADRE MONO ATTRIBUTAIRE D’ASSISTANCE A MAITRISE D’OUVRAGE

Règlement de la Consultation Phase Candidature

Date limite de réception des candidatures: Lundi 28 juillet 2025 à 17h30

Profil d’acheteur : <http://amiens.fr/marchespublics>

Juin 2025

Contenu

1 ^{ère} PARTIE – GENERALITES	2
Article 1 - Objet de la consultation	2
Article 2 - Conditions et organisation de la procédure	8
Article 3 - Contenu et retrait du dossier de consultation – Phase Candidature	11
Article 4 - Conditions de participations des concurrents.....	11
Article 5 - Contenu du dossier de candidature	12
Article 6 - Conditions de remise des candidatures	14
Article 7 - Critères de jugement des candidatures (1ere phase)	16
Article 8 - Processus de remise des offres	17
8.1. – Invitation à soumissionner	17
8.2. – Visite du site.....	17
8.3. – Questions / renseignements préalables à la remise des offres et réponses du maître d'ouvrage	17
8.4. Contenu de l'offre	17
8.5. – Transmission de l'offre.....	17
8.6. – Délai de validité des offres	18
Article 9 - Critères de jugement des offres (2de phase).....	18
Annexe 1 au règlement de la consultation	19

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

1^{ère} PARTIE – GENERALITES

Article 1 - Objet de la consultation

1.1. Identification du maître d'ouvrage

Ville d'Amiens

Direction Générale Adjointe Aménagement du Territoire Direction Maîtrise d'Ouvrage – urbanisme et construction

Hôtel de Ville - BP 2720

80027 Amiens cedex 1

Tél : 03.22.97.10.94 – Fax : 03.60.01.00.25

1.2. Lieu d'exécution

Le jardin des plantes est adressé au 60 du boulevard du même nom. Bordée d'un alignement de platane, il relie la place Vogel au pied de la Citadelle. Situé au Nord du centre-ville et à la lisière du quartier Saint Maurice, il est en contre bas de la levée du bras du Pendu et de la rue Octave Tierce, issues de la canalisation de la Somme. Cette configuration explique son encaissement sur ses flancs ouest et septentrional. A l'est et au Sud, le jardin est circonscrit par deux bras de la Somme. Le square Darlington, témoignage de l'urbanisme d'après-guerre,



Plan de masse du jardin des plantes actuel

1.3. Objet

La présente consultation concerne un marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage portant sur les études d'opportunité, de faisabilité et de programmation architecturale et technique pour le réaménagement du Jardin des Plantes à Amiens. Cette mission intègre un volet économique, tant en termes d'estimation du coût des travaux, de coût de fonctionnement, des coûts inhérents à l'opération (déménagements, mobiliers, travaux,...) ou encore, de définition du modèle économique (bilan prévisionnel, business plan,...), montage immobilier (approche recettes / dépenses et économies de fonctionnement au regard de la situation actuelle).

Au terme de la procédure, il sera attribué un **accord-cadre exécuté exclusivement par la conclusion de**

marchés subséquents, sans minimum et avec maximum de 250 000,00 € HT pour toute la durée de l'accord cadre, sur la base des dispositions des articles L 2125-1 et R 2162-1 à R 2162-12 du Code de la Commande Publique (CCP), afférents à la mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour les études d'opportunité, de faisabilité et de programmation pour l'aménagement du jardin des plantes d'Amiens.

Marché subséquent n° 1 :

La mission initiale qui fera l'objet d'un marché subséquent n°1 portera sur l'analyse de l'existant et des pistes de développement envisagées. Ce marché se clôturera par le choix d'un scénario d'évolution. Les prestations attendues pour cette mission initiale sont les suivantes :

Phase 1 : Bilan du fonctionnement actuel du jardin

- Bilan des collections : existantes et leur état, partenariats de recherche et de conservation existants, manques éventuels au regard du personnel mais aussi vis-à-vis du label « jardin botanique » ;
 - Profil des visiteurs et formats des visites : type et nombre de visiteurs par an, formes des visites et des événements, blocages et freins éventuels ;
 - Personnel dédié et outils de travail : nombre, fonctions et compétences du personnel en place, usages, état et localisation de l'outillage et des locaux nécessaires au fonctionnement et à l'entretien du site, blocages et freins éventuels ;
 - Contexte urbain et paysager : place dans la ville et le quartier, accès et environnement proche, circulation interne, blocages et freins éventuels ;
 - Communication et valorisation touristique : bilan de l'existant, blocages et freins éventuels ;
 - Evaluation des budgets alloués et retombées économiques existants.
- ⇒ **Livrables : rapport chiffré et argumenté**

Phase 2 : Potentiels de développement et estimations des retombées

- Analyse des pistes de développement déjà envisagées au regard :
 - des enjeux et objectifs ;
 - des capacités financières et économiques de la collectivité ;
 - des retombées économiques ainsi que des retombées en termes de rayonnement et de fréquentation ;
 - Benchmark d'autres jardins botaniques équivalents en taille ou en collections (comme ceux de Metz ou de Montpellier) ;
 - Propositions éventuelles de nouvelles pistes de développement analysées et argumentées selon les critères ci-dessus ;
 - Propositions d'éventuels usages temporaires ou phases tests pouvant être mis en place en amont de l'aménagement global ;
 - Propositions éventuelles de valorisation touristique, principes de communication et de parcours de visite.
- ⇒ **Livrables : rapport chiffré et argumenté**

Phase 3 : Scénarios

Proposition de deux à trois scénarii au vu des conclusions des phases précédentes comprenant l'estimation des investissements, des retombées économiques et des impacts sur les budgets de fonctionnement et le volume de personnel. Parmi ces scénarii, le recours à des modèles économiques privés ou partenariats public/privé pourra être proposé. Réunions pour l'ensemble du marché subséquent n°1 (MS n°1) :

- Ateliers de travail avec les services (minimum 2 + entretiens visio ou téléphoniques)
- 1 Comité technique de validation des livrables et des scénarii
- 1 Comité de pilotage de présentation des conclusions et de choix du scénario.

NB : Les candidats admis à l'issue de la phase candidature devront remettre une offre pour ce MS n°1 en même temps que celle remise pour le présent accord-cadre. Ces 2 offres devront néanmoins être distinctes. En effet, une fois l'attributaire de l'accord-cadre désigné, son offre pour le MS n°1 sera analysée au regard des critères d'analyse propres à ce MS n°1. Le MS n°1 sera alors attribué au titulaire de l'accord-cadre si son offre pour celui-ci est jugée satisfaisante.

Marchés subséquents suivants :

Les prestations pouvant donner lieu à la **passation d'autres marchés subséquents** pour l'exécution des missions objet du présent accord-cadre sont les suivantes :

- Programmation générale du site (programmation fonctionnelle, phasage et estimations prévisionnels, etc...)
- Missions d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la définition, la sélection ou la mise en œuvre de programmes complémentaires (montages publics, privés ou partenariaux, faisant appel à des opérateurs économiques ou des porteurs de projets autres que la collectivité)
- Programmation technique et fonctionnelle en construction, réhabilitation ou aménagements de jardins.
- Assistance dans le choix du maître d'œuvre

Cette liste est donnée à titre indicatif et n'est pas exhaustive.

Les marchés subséquents concerneront toutes prestations d'assistance à maîtrise d'ouvrage en lien avec les études d'opportunité, de faisabilité et de programmation pour l'aménagement du jardin des plantes d'Amiens ou de missions complémentaires connexes qui pourraient s'avérer nécessaires en cours d'études.

Il est précisé que chacune des missions pourra être divisée en phases.

Le pouvoir adjudicateur n'est pas engagé quant à la passation des marchés ultérieurs au premier marché subséquent.

1.4. Eléments essentiels du programme

Historique

L'histoire du Jardin des Plantes reflète l'évolution de la botanique depuis le XVIIIème et des parterres des fleurs initiés au XIXème siècle.

En 1751, le site voit la création d'un jardin botanique dont le tracé est régulier et composé de parterres de buis. Un pavillon se construit pour accueillir les cours de botanique.

En 1802 les bâtiments sont restaurés, la première serre dite « Orangerie » est construite. Sa construction aurait été en partie financée par l'Impératrice Joséphine suite à sa visite au Jardin des plantes en 1801. Elle est située à proximité du pavillon d'accueil. A l'origine, elle servait de réserve aux plantes exotiques du Jardin, d'où son nom.

En 1837, les cours de botanique se développant sur Amiens, une nouvelle serre est construite adossée à la rue du Jardin des plantes.

En 1893, M. Carpentier, architecte à Doullens, suit les travaux d'une serre de style Napoléon III avec un pavillon central servant de palmarium.

Après la seconde guerre mondiale, le contenu botanique du Jardin des plantes disparaît au profit des jardins publics de la ville et de leur fleurissement.

En 1951, est construite une serre de structure bois parallèlement à celle métallique de style napoléonien et raccordée par le palmarium. Cette serre en bois est reconstruite en 1997 dans ses volumes et emprises dans un style moderne.

Le bâtiment « Farine » est acquis par la ville en 1951, à l'origine propriété des hospices civils d'Amiens dans lequel M. Farine avait installé une pension de famille. L'acquisition par la ville de ce bâtiment permettait l'agrandissement du Jardin des plantes. Dans cet immeuble étaient prévus au rez-de-chaussée des locaux à usage professionnel (vestiaire des agents), une salle d'études et de conférences, à l'étage : l'aménagement d'un logement de fonction. (Archives municipales cote 207-16 et 207-17).

En 1970, pour faire face aux demandes en plantes à massif, de nouvelles serres multi chapelles sont créées.

De 1980 à 1993, des abris supplémentaires seront installés dans le « potager », au sud du jardin.

En 2006 sont inaugurées les nouvelles collections botaniques du Jardin des plantes. Elles ont été le fruit d'une réflexion menée en partenariat avec les futurs utilisateurs que sont entre autres l'Université de Picardie Jules Verne, l'IUFM et la Société Linnéenne Nord Picardie.

De juillet 2007 à juillet 2008, la serre de style Napoléon III est reconstruite dans sa volumétrie et ses lignes mais avec une interprétation contemporaine. Un local technique est créé accueillant une chaufferie centralisée, un local pour le stockage des produits phytosanitaires et une remise. Profitant de la refonte du réseau de chauffage, les réseaux aériens sont effacés en souterrain et les allées refaites suite à tous ces travaux en octobre 2008.

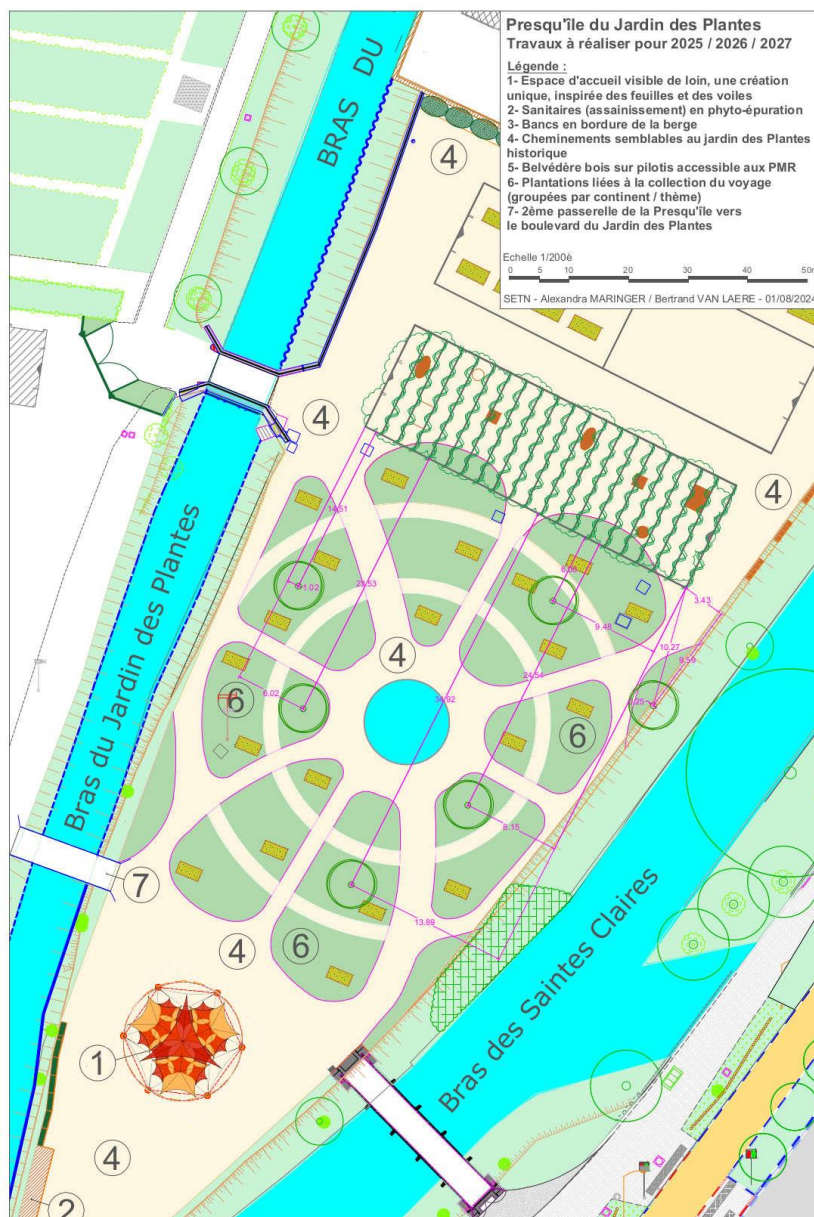
Le ravalement du pavillon qui abrite les bureaux du service Espaces verts s'achève par le remplacement de la couverture et le changement des menuiseries extérieures après avoir commencé en mai 2009 par le nettoyage et le remplacement de pierres calcaires des façades. Dans la foulée, la rénovation intérieure du bâtiment a été entreprise et s'est achevée en décembre 2012.

Cette première opération de recomposition du site se termine en 2012 après avoir démarré en 2003 avec la rénovation des allées desservant le jardin régulier composé de parterres de buis.

En 2018, avec la création du centre horticole municipal au Nord, le jardin a perdu sa fonction productive.

Projet en cours

Le jardin des plantes accueille depuis le printemps 2024 une passerelle don du gouvernement australien en commémoration de l'ANZAC Day et du rapprochement culturel entre nos territoires depuis la première guerre mondiale. Au-delà de la symbolique primordiale de ce geste, elle relie le jardin des plantes à la place Vogel, verrou d'accès au centre de la ville. Ainsi, la presqu'île, formée par 2 rieux de la Somme, abandonnée depuis le départ de la production horticole, est un nouvel espace ouvert au public. La conception et les travaux des premiers aménagements de cette presqu'île sont réalisés par les services de la collectivité. Un jardin temporaire, remplacé cycliquement tous les 3 ans, est en cours de conception et devra être intégré à la présente étude. A l'image du jardin du 6eme continent dessiné par Gilles Clément à l'historial de Péronne, la première thématique sera les plantes obsidionales, témoignages des voyages des soldats venus nous aider lors des deux guerres mondiales.



Enjeux :

- ⇒ Un confortement de la vocation conservatoire et pédagogique du jardin, en vue de participer à la protection de l'environnement et de la biodiversité ;
- ⇒ La préservation du patrimoine bâti et paysager du site et de sa vocation de parc public ;
- ⇒ L'attractivité du site en vue de la diversification des publics touchés et d'une fréquentation plus annuelle et moins saisonnière ;
- ⇒ La connaissance et la maîtrise des budgets de fonctionnement et des retombées économiques.

Objectifs :

- ⇒ Elargir les collections et animer la recherche et la conservation ;
- ⇒ Elargir l'offre, notamment en recherchant des programmations et des acteurs économiques externes, pour attirer de nouveaux publics et visiteurs locaux comme touristes ;
- ⇒ Renforcer les actions et les outils de vulgarisation scientifiques ;
- ⇒ Optimiser l'espace et les usages du patrimoine bâti et non bâtis.

1.5. Nomenclature

Nature du marché : Services

Nomenclature principale (CPV) : 71241000 Études de faisabilité, service de conseil, analyse

Nomenclature supplémentaire (CPV) : 71310000 Services de conseil en matière d'ingénierie et de construction

Code NUTS FR223.

Article 2 - Conditions et organisation de la procédure

2.1. Procédure mise en œuvre

La procédure mise en œuvre pour l'attribution de l'accord-cadre est un appel d'offres restreint. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 2°, R. 2161-6 à R. 2161-9 et R. 2161-11 du Code de la commande publique.

Suite à l'analyse des candidatures, le maître d'ouvrage retiendra, conformément à l'article R.2142-17 du code de la commande publique, au minimum 5 candidats admis à remettre une offre, incluant notamment un mémoire Technique.

Si le nombre de candidats satisfaisant aux critères de sélection est inférieur au nombre minimum, l'acheteur pourra néanmoins poursuivre la procédure avec les candidats disposant des capacités requises.

2.2. Mode de dévolution

Il n'est pas prévu de décomposition en lots. En effet, la dévolution en lots séparés risquerait de rendre techniquement difficile l'exécution des prestations dans la mesure où les problématiques liées à l'objet du marché nécessitent, de par leur important niveau d'interaction, d'être traitées de manière coordonnée.

L'accord cadre sans minimum avec maximum **est passé en application des articles L. 2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-12 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à la conclusion de marchés subséquents.**

Il est attribué à un seul opérateur économique.

Le pouvoir adjudicateur n'est pas engagé à commander l'ensemble des missions de l'accord-cadre.

La forme des marchés sera définie par chaque marché subséquent. Ils pourront être phasés.

2.3. Durée – délais d'exécution

L'accord-cadre est conclu pour une durée ferme de 4 ans.

Pour le marché subséquent n° 1 :

La durée globale d'exécution des prestations est fixée à **4** mois hors délai de validation du rendu propre à chaque phase. Elle débute à compter de la date fixée par ordre de service et s'achève à l'acceptation du rapport de la phase 3 par le maître d'ouvrage.

Pour les autres marchés subséquents :

La durée et les délais d'exécution de chacun des marchés subséquents seront précisés dans les pièces contractuelles de chaque marché subséquent.

2.4. Modalités d'attribution des marchés subséquents

Pour les marchés subséquents autres que le marché subséquent n° 1 :

Pendant la durée de validité de l'accord-cadre, les marchés subséquents interviennent à la survenance du besoin. Le titulaire est alors sollicité de la manière suivante :

- Le maître d'ouvrage consulte, via le profil acheteur de la collectivité : <http://amiens.fr/marchespublics> , le titulaire de l'accord-cadre en précisant les caractéristiques et les modalités d'exécution des prestations demandées qui n'ont pas été fixées dans l'accord-cadre,
- Le maître d'ouvrage fixe un délai de présentation de l'offre,
- L'offre est remise par le titulaire de l'accord-cadre conformément aux caractéristiques fixées par l'accord-cadre et les documents de la consultation propres au marché subséquent,
- Le maître d'ouvrage pourra demander au titulaire de préciser ou de compléter la teneur de son offre.

Conditions de remise des offres :

Le titulaire de l'accord-cadre devra remettre son offre impérativement par voie électronique sur le profil d'acheteur de la collectivité.

Le titulaire, candidat au marché subséquent devra remettre dans son offre l'ensemble des pièces composant le marché subséquent complétées, datées et signées électroniquement par une personne habilitée à engager la société.

Le délai de réponse laissé au titulaire de l'accord-cadre pour remettre son offre sera déterminé à chaque marché subséquent et précisé notamment sur la lettre de consultation.

Pour le marché subséquent n°1 :

Tous les candidats admis à présenter une offre pour le présent accord-cadre devront remettre également une offre pour le marché subséquent n° 1.

Seule l'offre remise par le candidat désigné attributaire de l'accord-cadre sera analysée.

Pour tous les marchés subséquents :

-Le marché subséquent est attribué au titulaire de l'accord cadre sous réserve de présenter une offre pertinente, sur la base des éléments suivants :

- Le **critère prix** sera analysé sur la base des prix remis pour le marché subséquent. Il sera apprécié comme suit :

- Satisfaisant :

- Prix qui correspondent à l'application aux prix unitaires fixés dans le bordereau des prix de l'accord-cadre de quantités en adéquation avec le niveau de prestations attendues,
- En cas de prix nouveaux, prix cohérents avec ceux actuellement pratiqués pour des prestations similaires et en adéquation avec le niveau de prestation attendue.

- Pas satisfaisant :

- Prix manifestement excessif de par l'application de quantités surévaluées,
- En cas de prix nouveaux, prix qui ne correspondent pas à ceux actuellement pratiqués pour des prestations similaires et/ou en incohérence avec le niveau de prestation attendue.

Nota : Pour les cas où les prestations objet d'un marché subséquent sont strictement identiques à l'une des missions définie dans l'accord-cadre et pour laquelle un prix global forfaitaire a été contractualisé, alors ce critère prix ne sera pas mis en œuvre pour l'attribution dudit marché subséquent.

En revanche, le critère prix sera mis en œuvre pour l'attribution des marchés subséquents dès lors que :

- les prestations demandées ne sont pas strictement identiques à l'une des missions définie dans l'accord-cadre, pour laquelle un prix global forfaitaire a été contractualisé et nécessitant de revoir les quantités à appliquer aux prix unitaires contractualisés dans l'accord-cadre
- et/ou des prix nouveaux doivent être contractualisés dans le marché subséquent

• Le **critère valeur technique** est basé sur les éléments communiqués dans le mémoire technique remis pour chaque marché subséquent. Il sera apprécié comme suit :

- Absence d'information : Absence de documents, pièces ou d'éléments d'information qui sont "utiles" à l'acheteur pour lui permettre d'apprécier la valeur de l'offre au regard d'un critère ou d'un sous-critère

- Très insuffisant : Offre qui présente des lacunes techniques et/ou des non qualités et/ou des incohérences, et/ou une mauvaise compréhension du besoin.

- Insuffisant : Offre présentant des imprécisions et/ou des généralités

- Moyen : Offre avec une ou plusieurs réserves qui ne répond que partiellement aux attentes

- Satisfaisant : Offre complète, détaillée, claire et adaptée ou offre avec réserve(s) mineure(s) sans incidence sur la qualité

- Très satisfaisant : Offre précise, très détaillée, qui présente une très bonne analyse du besoin. Elle est parfaitement adaptée aux exigences du cahier des charges.

Pour être recevable l'offre devra être satisfaisante quant au prix et, au minimum satisfaisante quant à chaque sous critère du critère valeur technique.

Le titulaire s'engage à répondre aux marchés subséquents. Les offres devront être régulières, acceptables et appropriées. Dans le cas contraire, le maître d'ouvrage sera délié de l'exclusivité contractuelle dont bénéficie le titulaire et pourra effectuer une mise en concurrence en dehors de l'accord-cadre aux frais et risques de ce dernier. Également dans ce cadre, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de résilier l'accord-cadre pour faute du titulaire.

2.5. Calendrier indicatif

Juin 2025 : Appel à Candidatures

Juillet 2025 : Choix des candidats invités à remettre une offre

Septembre 2025 : Lancement de la phase offre

Octobre 2025 : Remise des offres, choix du groupement et notification

Octobre 2025 : Attribution du marché subséquent n° 1

1er trimestre 2026 : Remise des conclusions du marché subséquent n° 1 et comité de pilotage de choix du scénario

2.6. Primes

Aucune prime ne sera versée au titre de la présente procédure.

2^{ème} PARTIE - DEROULEMENT DE LA PROCEDURE – PHASE CANDIDATURE

Article 3 - Contenu et retrait du dossier de consultation – Phase Candidature

3.1. Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation contient les pièces suivantes :

- Le présent RC et ses annexes :
 - Annexe 1 : Déclaration sur l'honneur,
 - Annexe 2 : Fiche type références pour le mandataire (compétence Programmation)
 - Annexe 3 : Tableau de répartition des compétences par membres du groupement
- d'une étude menée par SCET « Quel devenir pour le Jardin des Plantes ? » de 2018
- d'un document de cadrage rédigé par l'Atelier Urbanisme, Architecture et Paysage d'Amiens Métropole de 2018

3.2. Conditions de retrait du dossier de consultation

Le dossier de consultation est remis gratuitement à chaque candidat. Il est disponible à l'adresse électronique suivante : <http://amiens.fr/marchespublics>

Le dossier est totalement dématérialisé.

Il est vivement conseillé au candidat de s'enregistrer sur la plateforme de dématérialisation en indiquant une adresse électronique permettant d'établir de façon certaine une correspondance électronique, afin que le candidat puisse bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la présente consultation, en particulier les éventuelles précisions.

Aucune demande d'envoi du dossier sur support physique électronique n'est autorisée.

3.3. Visite facultative au stade candidature

Les candidats sont libres de se rendre sur place au stade de la candidature pour prendre connaissance du bâtiment et de son environnement. Il est toutefois précisé qu'à ce stade aucune visite des espaces intérieurs et techniques inaccessibles au public ne sera organisée.

3.4. Demande de renseignements

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires, les candidats devront faire parvenir, au plus tard le **Jeudi 17 juillet 2025 à 17h30**, une demande écrite sur la plateforme : <http://amiens.fr/marchespublics>.

Une réponse sera alors adressée, par écrit, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier, au plus tard le **Mardi 22 juillet 2025 à 17h30**.

Article 4 - Conditions de participations des concurrents

Sont habilités à candidater, les candidats justifiant au minimum des compétences suivantes :

- **Programmation** : Programmation urbaine, Programmation technique et fonctionnelle en construction et réhabilitation d'équipements publics et notamment de jardins.
- **Conseil en stratégie et montage opérationnel de projets immobiliers mixtes** (à vocation économiques et

touristiques)

- Ingénierie technique dans les domaines de la botanique
- Ingénierie technique tous corps d'état en bâtiment (avec spécificités patrimoniales),
- Ingénierie technique en VRD,
- Economie de la construction.

Ces différentes compétences peuvent être portées par une ou plusieurs personne(s) physique(s) ou morale(s). Tout candidat, ou tout groupement, qui ne pourra pas justifier de l'ensemble des compétences susvisées verra sa candidature rejetée pour ce seul motif.

Tout candidat, ou tout groupement, pourra, de plus, s'adjoindre toutes les compétences supplémentaires qu'il juge utiles et nécessaires pour répondre aux problématiques de la mission.

En cas de groupement, il prendra, au plus tard au stade d'attribution de l'accord-cadre, la forme d'un **groupement conjoint avec mandataire solidaire afin de garantir les intérêts de la collectivité en cas de défaillance de l'un des cotraitants**.



Le mandataire du groupement sera obligatoirement la structure portant la compétence Programmation, il sera solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de la maîtrise d'ouvrage.

La candidature, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire.

A l'exception du mandataire qui ne peut être membre que d'un seul groupement, les autres cotraitants peuvent présenter leurs candidatures au sein de plusieurs groupements.

Article 5 - Contenu du dossier de candidature

Les candidats doivent fournir des documents rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

Les candidats devront obligatoirement produire les pièces ci-dessous définies, datées et signées électroniquement par eux, selon la présentation suivante :

➤ Sur la situation juridique :

- Pour chaque membre du groupement : Les documents relatifs aux pouvoirs de la personne engageant la société, y compris si nécessaire ceux retraçant les délégations ;
- Pour chaque membre du groupement : une copie du ou des jugements prononcés en cas de redressement judiciaire ou de procédure équivalente régie par un droit étranger ;
- Pour chaque membre du groupement : une déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'exclusion prévus aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 ou aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10 du CCP (voir annexe 1 au présent Règlement de Consultation, à compléter, dater et signer).
- L'habilitation par chacun des cotraitants du mandataire du groupement, (ou DC1 individuel par tous les cotraitants).

➤ Sur la référence professionnelle et la capacité technique :

- 1) pour le critère « capacité à traiter des projets et/ou programmes de nature et/ou de complexité équivalentes » :

Pour chacune des compétences obligatoires, la désignation du (ou des) membre(s) de l'équipe la prenant en charge et la présentation, sous la forme d'un tableau synthétique, d'une sélection de **3 références récentes** (au cours des cinq dernières années).

Les références demandées seront présentées de la façon suivante :

➔ **Pour le programmiste, mandataire du groupement :**

Une sélection de 3 références récentes (au cours des cinq dernières années) de projets de nature et/ou complexité équivalentes avec description des missions exactes accomplies, du montant, de la date et du destinataire public ou privé.

Parmi ces 3 références, il sera apprécié de montrer au moins une référence en réhabilitation portant sur un patrimoine bâti historique à préserver et mettre en valeur, comportant un parc ou un espace naturel.

Les références du (ou des) programmiste(s) seront présentées sous la **forme de fiches individuelles détaillées au format A3 recto paysage couleur (le modèle de présentation fourni en annexe 2 est OBLIGATOIREMENT à utiliser)**, en fonction de leur pertinence au regard de la compréhension des enjeux de la présente opération. Chaque fiche présentera des visuels de l'opération concernée (avec au minimum une photographie).

Il est précisé que si le candidat n'a pas lui-même procédé comme demandé à la sélection de ses références, le maître d'ouvrage effectuera lui-même cette sélection, en prenant en compte uniquement pour chaque membre du groupement les 3 premières références, sans que le candidat puisse élever quelque contestation que ce soit.

2) **Pour le critère « adéquation des compétences et moyens de l'équipe »**

- **Pour l'ensemble du groupement, la fiche de répartition des compétences selon modèle joint au dossier de consultation en annexe 3 sera complétée.**

En annexe de cette fiche, se trouveront les CV des personnes identifiées pour chaque compétence. Les CV feront apparaître les titres d'études et les titres professionnels ainsi que les principales références. L'ensemble des fiches seront si possible compilées dans un même fichier.

Dans le cas où le groupement proposerait des compétences complémentaires à celles définies par le pouvoir adjudicateur, des fiches complémentaires pourront être rédigées.

- **Une note sur la cohérence de l'équipe** est attendue. Elle sera rédigée de manière lisible, en français, sur une page recto maximum au format A4, police Arial taille 11. Elle présentera la philosophie portée par l'équipe et la complémentarité du groupement proposé.

Les pages au-delà de la page 1 ne seront pas prises en considération pour l'analyse.

L'équipe candidate peut faire état des capacités techniques et professionnelles d'autres prestataires avec lesquels elle est juridiquement liée. Elle apporte la preuve de leurs capacités en produisant les mêmes renseignements que ceux exigés pour elle-même, et en justifiant qu'elle en dispose effectivement pour l'exécution du marché par un engagement écrit des prestataires.

DUME

En application de l'article R. 2143-4 du CCP, le maître d'ouvrage accepte que les candidats présentent leur candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME), rédigé impérativement en français, en lieu et place de l'ensemble des documents et renseignements justifiant de leurs capacités.

Les candidats ne peuvent toutefois pas se limiter à indiquer dans le DUME qu'ils disposent de l'aptitude et des capacités requises sans fournir d'informations particulières sur celles-ci.

Les opérateurs économiques peuvent réutiliser le document unique de marché européen qui a déjà été utilisé dans une procédure antérieure, à condition de confirmer que les informations qui y figurent sont toujours valables.

☒ Détail des pièces à signer au stade du dépôt de dossier de candidature :

Le mandataire du groupement est invité à signer :

- le DC1 détaillant la composition du groupement
- l'annexe 1 du RC ou un DC1 individuel.
- En cas de sous-traitance, chaque DC4 le concernant (sachant que la production d'un DC4 n'est pas obligatoire à ce stade dès lors que le sous-traitant produit un engagement)

Chaque membre du groupement (cotraitant) est invité à signer :

- l'annexe 1 du RC ou un DC1 individuel
- le mandat désignant le mandataire (ou habilitation du mandataire ou délégation de pouvoir).
- En cas de sous-traitance, chaque DC4 le concernant (sachant que la production d'un DC4 n'est pas obligatoire à ce stade dès lors que le sous-traitant produit un engagement)

Chaque sous-traitant est invité à signer :

- l'annexe 1 du RC ou le DC1 individuel
- le DC4 (sachant que la production d'un DC4 n'est pas obligatoire à ce stade dès lors que le sous-traitant produit un engagement – voir ci-dessous)
- l'engagement à intervenir en qualité de sous-traitant faisant apparaître l'objet du marché, l'identité de la société pour laquelle le futur sous-traitant s'engage, la ou les prestations (compétences) qui seront sous-traitées

Accès de l'acheteur aux documents justificatifs et autres moyens de preuve

En application de l'article R. 2143-13 du CCP, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents listés à l'article 7.3 du présent règlement s'ils fournissent au maître d'ouvrage dans leur dossier de candidature les informations nécessaires pour accéder gratuitement soit à un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel, soit à un espace de stockage numérique, contenant les documents justificatifs et moyens de preuve relatifs à leurs capacités.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve qui ont déjà été transmis au maître d'ouvrage lors d'une précédente consultation et qui demeurent valables. S'ils font usage de cette faculté, les candidats précisent dans leur dossier de candidature la consultation lancée par le maître d'ouvrage où ces documents seraient disponibles et encore valables.

Article 6 - Conditions de remise des candidatures

6.1. - Transmission électronique

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des candidatures indiquées en page de garde du présent règlement de consultation. **L'heure limite retenue pour la réception du pli correspondra au dernier octet reçu.**

Les plis électroniques qui seraient remis après la date et l'heure limites ainsi que remis sous un autre mode de transmission que celui imposé ne seront pas retenus.

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du maître d'ouvrage, à l'adresse URL suivante : <http://amiens.fr/marchespublics>

Chaque pli remis par le candidat en réponse à la présente consultation devra comprendre l'ensemble des pièces exigées.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :

Ville d'Amiens
CAF DGA-Aménagement du territoire
4 rue Léon Blum – 4^{ème} étage – bureau 12
BP 2720
80027 AMIENS CEDEX 1

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

Le nommage des fichiers ne devra comprendre aucun accent. Il en va de même pour les signes de ponctuation. Les espaces sont à remplacer par des Under scores (tiret du 8 : _)

Les documents sont à fournir séparément et non scannés les uns à la suite des autres (1document = 1scan).

Un Vademecum destiné à vous aider lors de la remise de votre offre sur la plateforme est également joint au présent DCE.

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Si le candidat souhaite signer électroniquement, il peut utiliser l'un des trois formats de signature autorisés par la réglementation (XAdES, CAdES ou PAdES). Le pouvoir adjudicateur préconise toutefois l'utilisation d'une signature électronique au format PAdES. La signature électronique du pli ne vaut pas signature des documents qu'il contient.

Conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique, la signature doit être une signature avancée reposant sur un certificat qualifié, tel que défini par le règlement européen n° 910/2014 du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques (eIDAS). Toutefois, les certificats de signature de type RGS demeurent valables jusqu'à leur expiration.

Le certificat de signature qualifié est délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement eIDAS. Une liste de prestataires est disponible sur le site de l'ANSSI (<https://www.ssi.gouv.fr/>). Il peut aussi être délivré par une autorité de certification, française ou étrangère. Le candidat devra alors démontrer son équivalence au règlement eIDAS.

Le candidat qui utilise un autre outil de signature que celui du profil d'acheteur, ou un certificat délivré par une autre autorité de certification, doit transmettre gratuitement le mode d'emploi permettant la vérification de la validité de la signature.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.



Pensez à anticiper votre dépôt plusieurs heures avant l'heure limite

6.2. Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

Article 7 - Critères de jugement des candidatures (1ere phase)

7.1. – Recevabilité des candidatures

Pour être recevables, les candidatures doivent répondre aux conditions de participation suivantes :

- Conformité de la candidature au vu des conditions exposées ci-avant en termes de candidatures multiples, situation juridique, compétences minimales exigées.

7.2. – Critères de sélection

Le maître d'ouvrage examinera les candidatures sur la base des différents documents et fiches exigés et formulera son avis en tenant compte de l'adéquation avec l'objet de la consultation des garanties professionnelles et techniques présentées par le candidat.

Cette notion sera appréciée à travers les critères classés selon l'ordre hiérarchique décroissant suivant :

1. **Capacité à traiter des projets et/ou programmes de nature et/ou de complexité équivalente**, appréciée à l'échelle du groupement au regard des références produites.
2. **Adéquation des compétences et moyens de l'équipe** appréciée au regard des annexes 2 (fiche type mandataire) et 3 (tableau de répartition des tâches par membres du groupement). En cas de groupement, l'appréciation portera également sur la cohérence et la complémentarité des membres du groupement entre eux au regard de la note produite.

7.3. – Processus de sélection des candidats

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

L'acheteur a décidé de limiter le nombre de candidats qui seront invités à participer à la phase d'offre à 5 candidats minimum.

Si le nombre de candidats satisfaisant aux critères de sélection est inférieur au nombre minimum, l'acheteur pourra néanmoins poursuivre la procédure avec les candidats disposant des capacités requises.

A l'issue de l'examen des candidatures, seuls les candidats admis à soumissionner sont invités à participer à la suite de la consultation et à remettre une offre. Les autres candidats sont informés du rejet de leur candidature.

En application de l'article R. 2144-5 du Code de la commande publique, les candidats sélectionnés doivent remettre, avant l'envoi de l'invitation à soumissionner, les documents justificatifs et autres moyens de preuve mentionnés aux articles R. 2143-6 à R. 2143-12 du Code de la commande publique. Les éléments et documents rédigés dans une langue étrangère sont accompagnés d'une traduction en français.

Pour ce faire, l'acheteur adresse un courrier à chaque candidat sélectionné afin qu'il fournisse ces documents dans le délai imparti, qui ne peut être supérieur à 10 jours.

Dans le cas où le candidat a présenté des sous-traitants, il remet les mêmes documents pour chacun de ses sous-traitants. En cas de groupement, le mandataire remet également les mêmes documents pour chaque membre du

groupement, et leurs éventuels sous-traitants.

Si un candidat sélectionné ne fournit pas les documents demandés dans le délai imparti, ne satisfait pas aux conditions de participation fixées par l'acheteur, ou produit, à l'appui de sa candidature, de faux renseignements ou documents, sa candidature est déclarée irrecevable et il est éliminé. Dans ce cas, le candidat dont la candidature a été classée immédiatement après la sienne est sollicité pour produire les documents précités.

NOTA : Les candidats peuvent, s'ils le souhaitent, remettre les documents justificatifs et autres moyens de preuve dès la phase de candidature. Dans ce cas, ils ne seront pas demandés une seconde fois au candidat sélectionné.

3ème PARTIE - DEROULEMENT DE LA PROCEDURE PHASE OFFRE

Article 8 - Processus de remise des offres

8.1. – Invitation à soumissionner

Après avoir arrêté définitivement la liste des candidats admis à remettre une offre, le maître d'ouvrage leur transmettra simultanément par voie électronique une invitation à soumissionner les informant de la date et l'heure limite de transmission des offres et de toute précision utile quant au déroulement de la deuxième phase de la procédure.

L'invitation à soumissionner précisera également les modalités d'accès au dossier de consultation - phase offre.

8.2. – Visite du site

Le maître d'ouvrage organisera une visite obligatoire du site. Le maître d'ouvrage délivrera à chacun une attestation de visite.

8.3. – Questions / renseignements préalables à la remise des offres et réponses du maître d'ouvrage

Les candidats admis à remettre une offre pourront adresser leurs demandes de renseignements complémentaires et poser leurs questions au plus tard à la date limite qui sera fixée dans le règlement de consultation phase offre et uniquement par l'intermédiaire du profil d'acheteur.

Les réponses aux questions seront publiées par le maître d'ouvrage à destination de l'ensemble des candidats sur le profil d'acheteur au plus tard à la date limite qui sera fixée dans le règlement de consultation phase offre.

8.4. Contenu de l'offre

Le contenu de l'offre sera précisé dans le règlement de consultation phase offre.

8.5. – Transmission de l'offre

L'offre sera déposée avant la date et l'heure limites fixées dans l'invitation à soumissionner.

La remise de l'offre s'effectuera exclusivement de manière dématérialisée sur le profil d'acheteur dans les conditions particulières qui seront définies dans le règlement de consultation phase offre.

8.6. – Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres sera fixé à 180 jours à compter de la date limite de réception des offres.

Article 9 - Critères de jugement des offres (2de phase)

9.1. – Modalités et critères de jugement des offres pour l'attribution de l'accord-cadre

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres pour déterminer l'offre économiquement la plus avantageuse.

Les critères retenus pour le jugement des offres seront pondérés de la manière suivante :

<i>Critères et sous-critères</i>	<i>Notation</i>
Critère : Valeur technique de l'offre	60 points
Critère : Valeur financière de l'offre	40 points

Les éventuels sous-critères et les modalités de notation seront précisés dans le règlement de consultation phase offre.

9.2. Attribution de l'accord-cadre

L'accord-cadre sera attribué au candidat ayant remis l'offre économiquement la plus avantageuse au regard des critères du jugement des offres énoncés à l'article 9.1 du présent règlement et dont les modalités de notation seront précisées dans le règlement de la consultation phase offre.

Chacun des membres du groupement attributaire du marché produira les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du CCP. Le délai imparti par le maître d'ouvrage pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

9.3. – Attribution du marché subséquent n° 1

Le marché subséquent n°1 sera attribué au titulaire de l'accord-cadre si l'offre remise pour ce marché subséquent est pertinente eu égard aux critères et leurs modalités d'appréciation exposés à l'article 2.4 du présent règlement de la consultation.

Annexe 1 au règlement de la consultation

Objet de la consultation : *Mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour études d'opportunité, de faisabilité et de programmation pour l'aménagement du jardin des plantes d'Amiens*

ATTESTATION DU CANDIDAT

IDENTIFICATION DU CANDIDAT

Je soussigné (nom et qualité de la personne habilitée à engager la société)	
agissant pour le compte de la société :	
Adresse :	
N° de SIRET :	

DECLARE SUR L'HONNEUR

-Ne pas entrer dans l'un des cas d'exclusion prévus aux articles L. 2141-1 à L.2141-5 ou aux articles L.2141-7 à L. 2141-10 du Code de la commande publique (*).

Fait à ,
Le ,

Signature et cachet de la société

(*) Lorsqu'un opérateur économique est, au cours de la procédure de passation d'un marché, placé dans l'un des cas d'exclusion mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5, aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10 du Code de la Commande Publique, il informe sans délai l'acheteur de ce changement de situation.

Documents à joindre de manière impérative :

- les documents relatifs aux pouvoirs de la personne engageant la société, y compris si nécessaire ceux retraçant les délégations en chaîne (extrait Kbis, procès-verbal de conseil d'administration...) ;
- le cas échéant, la copie du ou des jugements prononcés en cas de redressement judiciaire ou de procédure équivalente régie par un droit étranger.